

Quand les acteurs débattent sur les oasis du Nefzaoua

Mourad Turki

► **To cite this version:**

Mourad Turki. Quand les acteurs débattent sur les oasis du Nefzaoua. S. Marlet, I. Mekki. Gestion des ressources naturelles et développement durable des systèmes oasiens du Nefzaoua, Feb 2009, Douz, Tunisie. Cirad, 3 p., 2010. <cirad-00496136>

HAL Id: cirad-00496136

<http://hal.cirad.fr/cirad-00496136>

Submitted on 29 Jun 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand les acteurs débattent sur les oasis du Nefzaoua

Mourad TURKI

Sociologue, consultant

Résumé — A l'heure actuelle, la filière phoenicicole en Tunisie reste certainement rentable. Pour preuve, les extensions des exploitations dattières continuent à se pratiquer et les acteurs clés de la filière avouent que « *tout se vend et rien ne se perd* ». Cependant, ces mêmes acteurs témoignent de leur inquiétude quant à l'avenir de la filière. Les problèmes auxquels ils font face deviennent de plus en plus aigus. Des solutions individuelles sont pratiquement impossibles à mettre en œuvre. Les pouvoirs publics et la profession n'ont pas prévu de réponses fondées sur une vision prospective et ne disposent pas de la réactivité exigée par des problématiques complexes. Une réflexion systémique aboutissant à des démarches pragmatiques durables et impliquant toutes les parties prenantes autour d'une vision commune s'impose d'une façon urgente. Car, en dépit des bonnes volontés des opérateurs et des efforts consentis par les institutions gouvernementales en faveur de la filière, des contraintes structurelles restent encore posées et méritent d'être traitées dans l'immédiat en vue de pérenniser la filière.

Ce texte présente un essai de synthèse de la discussion de la table ronde lors de l'atelier organisé par l'INRREF et le Projet SIRMA sur la gestion des ressources naturelles et le développement durable des systèmes oasiens du Nefzaoua (du 25 au 27 février 2009 à Douz). Au-delà des résultats de recherche exposés au cours de l'atelier, les organisateurs avaient l'ambition d'élargir le débat en donnant un espace d'expression aux différentes parties prenantes agissant directement dans le champ socio-économique du système oasien (agriculteurs, exportateurs, représentant de la profession, structure d'appui...). Six personnes ont constitué le groupe de discussion. Elles représentaient différentes parties représentatives des acteurs de développement des oasis du Nefzaoua.

Déroulement de la table ronde

La table ronde a été présidée par Mr Ahmed Mamou, conseiller scientifique, et modérée par Mourad Turki, sociologue-consultant. La séance a duré deux heures (introduction et échange avec l'auditoire inclus). Le débat entre les invités a, quant à lui, duré environ 72 minutes pendant lesquelles 50 interventions des invités ont été enregistrées. Hormis les questions et les relances du modérateur, chaque intervention a duré en moyenne 1 minute et 18 secondes. Toutefois, comme le montre le graphique suivant, ce sont les invités du secteur privé (agriculteur et exportateur) qui sont le plus intervenus dans le débat et, à eux seuls, ont totalisé plus de la moitié des interventions.

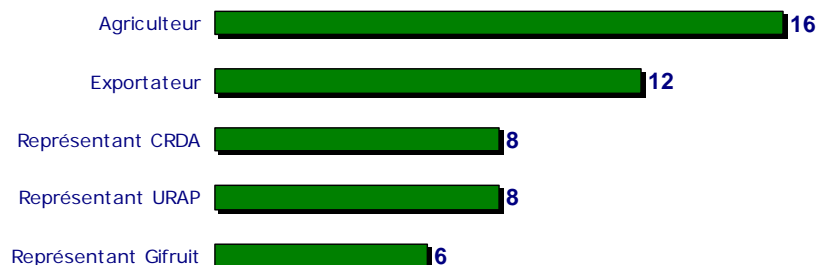


Figure 1. Nombre d'interventions par participant à la table ronde.

Le discours des acteurs, leurs contraintes et leur vision

Un accord unanime : inquiétude sur l'avenir de la filière

Les participants étaient unanimes à considérer que l'avenir de la filière phoenicicole et sa durabilité sont une source d'inquiétude. Les problèmes et les contraintes cités par les participants à la table ronde sont en effet multiples : rareté de l'eau, salinité croissante, perte de qualité, intensification à outrance, extensions de la palmeraie, perte de qualification de la main-d'œuvre, charges financières de plus en plus lourdes, manque d'organisation des agriculteurs...

Des acteurs isolés et une absence de concertation structurée

« Notre sort est lié à celui des agriculteurs. Les problèmes qu'ils vivent se répercutent sur notre activité ». T.Foudhaili, exportateur de dattes

De l'avis des acteurs présents, les agriculteurs – acteurs clefs de la filière - sont bien conscients des problèmes, mais se trouvent incapables d'agir d'une façon individuelle et de résoudre ainsi des problèmes complexes qui nécessitent des solutions concertées. Malgré des tentatives timides de collaboration entre les exportateurs et les agriculteurs, qui bénéficient parfois de l'assistance-conseil fournie par les premiers, une vision commune et une coopération continue font encore défaut au sein de la filière. La distance se fait même plus grande entre eux en raison de l'intervention des intermédiaires (collecteurs, acheteurs de production sur pied...).

Une perte significative du savoir-faire local

« Un ouvrier non qualifié pollinise de cinq à six parcelles par jour, alors que ce travail nécessite plus de temps. Le résultat : nous avons parfois la moitié de la parcelle qui est mal pollinisée et la production en souffre après coup ». Ben Attia, agriculteur à Fatnassa

La rentabilité du travail agricole sur les exploitations dattières évolue d'une façon insuffisante pour maintenir son attractivité, générant ainsi une fuite des jeunes locaux vers d'autres filières. Par conséquent, les agriculteurs font de plus en plus appel à une main-d'œuvre externe venant d'autres gouvernorats du centre du pays à la recherche d'emplois. Celle-ci manque à l'évidence de savoir-faire et de compétences techniques pour mener à bien les travaux délicats telle la pollinisation.

Il semble par ailleurs que les encouragements des pouvoirs publics à travers le financement de micro-projets et l'existence de centres de formation phoenicicole (le centre de Jemna en est un exemple), ne représentent pas une réponse suffisante ou du moins adéquate pour rendre la filière attractive pour les jeunes locaux. La perte de la relation identitaire avec l'exploitation familiale et les aspirations des jeunes à un mode de vie, du moins différent de celui de leurs parents contribuent également à ce phénomène. D'une génération à l'autre, le savoir-faire se perd d'une façon quasi-irréversible.

...et qu'en est-il de la qualité?

« Alléger le palmier donnera ainsi un fruit plus charnu et plus pesant, donc quantitativement une production plus intéressante ». B.Ammar, chef d'arrondissement au CRDA de Kébili

Encore une fois, les participants s'accordent à dire qu'il existe une perte de qualité de la datte, qui ne fait que s'accroître d'une année à l'autre. Deux facteurs ont été cités pour expliquer le phénomène. D'abord, le fait que toute la production, quelle que soit sa qualité, se vend bien, même très bien ! Que ce soit pour l'export, pour le marché local ou pour le stockage, la production est écoulee dans sa totalité. Les dérivés de la production sont également exploités sous diverses formes : fourrage, matériaux pour la construction d'abris ou autres. Comme en témoigne un agriculteur : *« tout se vend et rien ne se perd ».*

Ensuite, intervient le facteur de la rentabilité du palmier dattier. Face à la hausse constante des prix des intrants (produits et main-d'œuvre), les investissements en termes de qualité diminuent et les producteurs s'orientent vers une maximisation du gain en misant sur la quantité. Toutefois, les présents sont bien conscients que la recherche de la qualité engendre systématiquement une meilleure valorisation.

Seulement, il est rare de rencontrer des exploitants mettant la qualité dans leurs priorités. Finalement, la qualité est aussi altérée par les pratiques et les modes de faire-valoir. A titre d'exemple, la vente de production sur pieds à des acheteurs - spéculateurs motivés par le gain et ne disposant pas des connaissances techniques suffisantes ne fait qu'accentuer la tendance.

Des organisations de base figuratives et dépassées par les événements

A en croire la plupart des acteurs présents à la table ronde, les GDA (Groupements de développement agricole), héritiers des AIC (Associations d'intérêt collectif), sont dépourvus de moyens d'action. Ils ne disposent ni de capacités de mobilisation des agriculteurs, ni de compétences de gestion, ni de pouvoir d'influence sur les politiques de développement de la filière. Certains présents se demandent même « en quoi leur rôle consiste-t-il et quel est l'effet de leur action ? »

Les tentatives de réunir les agriculteurs autour d'un objectif ne manquent pas. A Fatnassa, le GDA a œuvré pour mieux organiser le tour d'eau dans l'oasis mais s'est heurté au problème des extensions qui « étouffent le système » et « contribuent au tarissement de la nappe », mais « sont tolérées par les pouvoirs publics ». Ainsi, de peur de susciter des problèmes d'ordre sociopolitique, le GDA a renoncé à tout effort pour résoudre les problèmes liés à l'irrigation.

« Les GDA doivent de toute façon être impliquées dans toute réflexion sur l'avenir de la filière, cela renforcera leur position pour la recherche de solutions durables et concertées ». S. Bardi, représentant de l'URAP

Toutefois, les participants sont optimistes quant au rôle que peuvent jouer les GDA dans l'avenir, sous réserve de leur fournir un soutien adéquat des institutions en charge de leur encadrement. Il est désormais devenu évident que les GDA font partie du paysage institutionnel de la filière et que leur implication dans la recherche de solution est inévitable.

Que faire ? Une perception de solutions pour l'avenir

En fin de séance, il a été demandé aux participants de proposer des actions à engager afin d'améliorer la situation de la filière à l'horizon des quinze ou vingt prochaines années. Bien que les propositions avancées relèvent de perceptions individuelles, elles mettent en exergue les priorités des acteurs.

La vocation extractive des exploitations dattières résulte selon les propos des acteurs du manque d'alternatives dans d'autres secteurs économiques. Alléger le poids pesant actuellement sur la palmeraie nécessite une diversification des activités économiques et une plus grande ouverture sur d'autres secteurs porteurs. Ces derniers manquent encore d'investissements publics pour s'épanouir. Ainsi, selon quelques participants, la diversification des sources de revenus pourrait vraisemblablement soulager les exploitations et réorienter leur vocation vers une production de qualité. Par ailleurs, le phénomène des extensions massives des exploitations devrait être résolu pour garantir la pérennité de la filière. Là, les avis des acteurs sont plutôt partagés. Si quelques uns optent pour une légalisation des extensions en vue de les intégrer dans une stratégie de développement durable, d'autres pensent qu'une pareille opération encouragerait d'autres extensions anarchiques.

Dans tous les cas, les participants s'accordent sur certains axes de travail pour l'avenir. Ceux-ci concernent d'abord la nécessité d'engager une réflexion globale, systémique et concertée entre toutes les parties prenantes intervenant directement ou indirectement dans la filière. Ensuite, le renforcement des capacités des acteurs par des programmes appropriés d'information, de formation et de vulgarisation semble aussi un axe indispensable pour leur mise à niveau. Finalement, les GDA se verraient attribuer un rôle plus actif leur permettant une mise en application des mesures de développement durable de la filière d'une manière apolitique, transparente et efficiente.

Liste des participants à la table ronde

- M. Taieb Foudhaili, exportateur de dattes
- M. Abdallah Ben Attia, agriculteur (oasis de Fatnassa)
- M. Slah Bardi, représentant de l'Union régionale d'agriculture et de pêche à Kébili
- M. Ali Bouazizi, représentant du Groupement interprofessionnel des fruits (GIRUIT) à Kébili
- M. Belgacem Ammar, Chef arrondissement de la production végétale au CRDA de Kébili